

CNRS, Section 40 - Concours n°40/03
Session 2015

Programme de recherche

Intimités militantes.
**La vie privée des engagements dans les sociétés d'Afrique
de l'Ouest contemporaines.**

Ophélie Rillon

AXE 1 - Pour une biographie collective des couples militants ouest-africains.....	4
1°- L'entrée par le couple.....	4
1-1 <i>Cycles de vie du militantisme.....</i>	6
1-2 <i>Effets de générations : amours et convictions</i>	7
1.3 <i>À l'ombre des organisations : division sexuée et familiale du travail militant.....</i>	8
1.4 <i>Interrelations et réseaux</i>	8
2°- La quête des écrits personnels et des mémoires singulières en terrain africain.....	9
3°- Collaborations et objectifs scientifiques	11
AXE 2 - Les frontières de l'intime en situation autoritaire : Mali, Guinée et Haute-Volta (1956-1991).....	12
1°- L'intrusion du politique dans l'intimité familiale	12
1-1 <i>Engagement et politique : une affaire de famille ?.....</i>	13
1-2 <i>Politisation du privé dans les régimes socialistes</i>	13
1-3 <i>Les familles à l'épreuve de la prison</i>	14
2°- Les archives du contrôle social et la « littérature de douleur ».....	15
3°- Renouveler l'analyse des situations autoritaires en Afrique : enjeux collectifs	16
AXE 3 - « Se construire dans l'ailleurs ». Reconfigurations familiales et identitaires à l'épreuve de l'exil.	17
1°- Le genre de l'exil politique.....	17
1-1 <i>Symbolique et représentation sexuée de l'exil</i>	18
1-2 <i>La migration entre ressource et stigmat politique.....</i>	19
1-3 <i>Changer de territoire, changer de vie, renégocier les rapports de genre ?</i>	20
2°- Les sources russes, françaises et africaines des militant-e-s en exil.....	21
3°- Perspectives collectives et objectifs scientifiques.....	22
LES LABORATOIRES D'ACCUEIL :.....	22

A la croisée des études de genre, de la sociologie de l'intime et des mobilisations, ce projet de recherche se propose d'étudier la part intime des engagements - qu'ils soient associatifs, syndicaux ou politiques - dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest contemporaines. L'enjeu est de replacer le personnel au cœur de l'analyse des luttes collectives qui ont façonné l'histoire coloniale et des États indépendants, en adoptant une perspective « au ras des individus »¹, attentive à la dimension subjective et émotionnelle du militantisme. Cette démarche s'inscrit dans la réflexion féministe qui, depuis plusieurs décennies déjà, montre que **le personnel est politique** et remet en question les dichotomies entre le privé et le public, les émotions et la raison². Le corps, les imaginaires, les relations conjugales et familiales, la sexualité sont envisagés comme autant de sites souterrains où se déploient les rapports de pouvoir, où se fabrique et s'affirme l'ordre politique. Après avoir étudié, au cours de mes recherches doctorales, le poids des hiérarchies de genre dans les luttes sociales et politiques du Mali contemporain, ce projet opère donc un changement de focale dans l'étude du « sexe du militantisme »³ en Afrique. Il s'agit d'écrire l'histoire de la vie privée des militant-e-s, entendue comme les « relations sociales qui ont un fondement affectif tel que la famille, les relations d'amitié ou amoureuses »⁴, afin de saisir comment les expériences intimes viennent nourrir les formes de l'engagement public et façonnent des pratiques militantes genrées ; comment en retour les vies individuelles et les identités sexuées ont été intimement éprouvées - voire transformées - par l'engagement. À l'ombre des organisations, dans les pratiques quotidiennes et intimes des hommes et des femmes, les carrières se (ré) inventent, l'identité militante se construit, s'éprouve, se délite, les savoirs et savoir-faire politiques s'acquièrent de façon inégale. Si le militantisme des femmes est bien souvent examiné à l'aune de leur vie privée, il importe de penser aussi pour les hommes cet enchevêtrement des univers domestiques et politiques afin d'éclairer le système de construction relationnelle de la différence des sexes face à l'engagement. D'où l'importance accordée dans cette recherche à la catégorie du genre, conçue comme un outil permettant de renouveler la question des frontières du politique. L'objectif principal de ce projet est d'analyser la « pluralité des champs sociaux »⁵ et l'imbrication des rapports de pouvoir (de genre, d'âge, de classe et de race) dans lesquels le sujet militant se construit et agit.

¹ BACKOUCHE Isabelle, KOTT Sandrine, « L'individu social », *Genèses*, 2002, vol. 2, n°47, p. 2.

² Les études du genre ont largement contribué au développement des travaux sur les émotions comme en témoigne EUSTACE Nicole *et alii*, « AHR Conversation: The Historical Study of Emotions », *The American Historical Review*, vol. 17, n° 5, 2012, pp. 1487-1531.

³ FILLIEULE Olivier, ROUX Patricia (dir.), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, 361 p.

⁴ CHRISTIAN Michel, « Le parti et la vie privée de ses membres en RDA », *Histoire@Politique*, vol. 1, n° 7, 2009, www.cairn.info/revue-histoire-politique-2009-1-page-3.htm, consulté le 26 décembre 2014.

⁵ BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62, n°62-63, 1986, pp. 69-72.

La vie privée et son corollaire « l'intime », défini par Alain Corbin comme « le privé du privé »⁶, demeurent des notions principalement interrogées dans les espaces occidentaux tant elles semblent liées à la culture bourgeoise qui s'y est imposée au XIXe siècle⁷. Dans le champ des sciences sociales africaines, la question de l'intime a surtout été étudiée sous l'angle de l'interface sexuelle de la « rencontre coloniale » (unions mixtes, métissage) et de l'impact de la « mission civilisatrice » sur la fabrication de nouvelles normes et identités de genre⁸. L'intime y est envisagé comme un laboratoire d'analyse des systèmes de domination, suivant l'idée que la sexualité est un champ premier où se manifeste le pouvoir colonial. Tout en s'inspirant largement de ces travaux, ma recherche s'en démarque dans le sens où elle s'attache moins à mettre à jour les structures intimes de la domination des États coloniaux et indépendants, qu'à saisir la manière dont les processus historiques traversent les sujets⁹, chamboulent les vies individuelles et familiales, ouvrent des formes nouvelles de réalisation de soi, individuellement ou collectivement.

Si les spécialistes de l'Afrique se placent bien souvent à hauteur d'homme pour comprendre les changements socio-politiques intervenus sur le continent, il s'agit ici d'aller plus loin : **observer les événements dans les hommes et les femmes**, saisir leur « prise de possession [...] par l'histoire »¹⁰. Cette plongée dans les entrelacs de l'intimité et des individualités peut paraître à première vue périlleuse tant il est, aujourd'hui encore, dénié aux Africain-e-s la capacité de se réaliser comme des acteurs et des actrices autonomes au regard du poids des structures communautaires et des rapports clientélistes, des solidarités familiales et lignagères qui brideraient les possibilités d'émergence d'un « sujet moderne » sur le continent. Les premiers travaux à avoir ouvert une brèche dans ces idées reçues émanent de sociologues et d'anthropologues qui ont mis à jour les processus d'individualisation à l'œuvre depuis la fin des années 1970, en milieu urbain comme rural, dans la sphère publique et familiale¹¹. La constitution du sujet serait donc un phénomène récent en Afrique ? À rebours de ces représentations, des historien-ne-s des femmes, du genre, et plus encore des masculinités, ont récemment démontré l'ancrage historique profond des processus de subjectivation dans les sociétés africaines¹². À leur suite, ce projet ambitionne de prendre à

⁶ CORBIN Alain, *Historien du sensible*, Paris, La Découverte, 2000, p. 142.

⁷ ARIES Philippe, DUBY Georges, *Histoire de la vie privée*, 5 vol., Paris, Seuil, parus entre 1985 et 1987 ; MUXEL Anne, *La vie privée des convictions. Politique, affectivité, intimité*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, 190 p. ; PAGIS Julie, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, 339 p.

⁸ STOLER Ann-Laura, *La chair de l'empire : Savoirs intimes et pouvoirs raciaux en régime colonial*, Paris, La Découverte, 2013, 400 p. ; TISSEAU Violaine, « Quand l'intime défie l'ordre colonial - Les couples de Malgaches et d'Européennes dans les Hautes Terres centrales de Madagascar (1896-1960) », *Genre et Histoire*, n°7, 2010, <http://genrehistoire.revues.org/1063>, consulté le 10 décembre 2014 ; LAURO Amandine, *Coloniaux, ménagères et prostituées au Congo belge (1885-1930)*, Loverval, Éditions Labor, 2005, 264 p.

⁹ STOLER Ann-Laura, *Along the Archive grain. Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*, Princeton, Princeton University Press, 2010, 316 p.

¹⁰ YVERNAUD Georges, *La Peau et les Os*, Paris, Le Dilettante, 2008 [1949], p. 101 cité par AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *Quelle histoire. Un récit de filiation (1914-2014)*, Paris, Éditions de l'EHESS, Gallimard, Seuil, 2013, pp. 14-15.

¹¹ MARIE Alain (dir.), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, 1997, 438 p. ; CALVES Anne E. et MARCOUX Richard (dir.), « les processus d'individualisation à l'africaine », *Sociologie et sociétés*, vol. 39, n° 2, 2007, 272 p.

¹² AKYEAMPONG Emmanuel K. « 'Wo pe tam won pe ba' ('You like cloth but you don't want children'): Urbanization, Individualism and Gender Relations in Colonial Ghana. c. 1900-39 », in ANDERSON David M. and RATHBONE Richard (eds.), *Africa's Urban Past*, Oxford, James Currey, 2000, pp. 222-234 ; MIESCHER Stephan, « 'My Own Life': A. K. Boakye Yiadom's Autobiography—Writing and Subjectivity of a Ghanaian

bras le corps le défi méthodologique visant à **explorer les subjectivités individuelles dans le passé**, de partir sur les traces de l'intime des militant-e-s d'Afrique de l'Ouest afin de mieux saisir comment se conjugue l'expérience intime et personnelle avec les transformations sociales et politiques. Il s'agit d'approcher, à la fois, les effets des événements sur les vies individuelles et leur inscription mémorielle sur plusieurs générations. Ce projet est donc aussi une histoire de filiation, de transmission et de ruptures familiales générées par le militantisme. Enfin, définir à ce stade de ma recherche ce que signifie « être militant » serait prendre le risque d'exclure des manières d'être et de se penser comme militant en plaquant sur les sociétés africaines des catégories forgées sur des terrains occidentaux. Sans pour autant adopter une posture culturaliste, il me semble que cette démarche permettra de défier certaines certitudes historiques et de repenser les catégories analytiques.

Pour mener à bien cette étude de la vie privée des engagements dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest, il est nécessaire de faire appel à d'autres disciplines (la littérature, l'anthropologie historique, la sociohistoire), de combiner les approches de la micro-histoire, de la biographie collective, de l'interactionnisme et d'élargir le spectre des sources à étudier. Cette recherche s'adosse ainsi à un **projet de collecte et de numérisation d'archives personnelles** au sein de familles bamakoises (correspondances, écrits privés, journaux intimes, autobiographies, photographies) et de récolte de récits de vie individuels et familiaux (publiés, oraux). Enfin sera exploitée la vaste production littéraire, théâtrale et filmique réalisée par - ou sur - les militant-e-s d'Afrique de l'Ouest. La confrontation de cette documentation plurielle permet d'envisager la possibilité d'une entrée dans l'intimité passée, de reconstituer des trajectoires singulières, de saisir des émotions, des représentations, ainsi que les opérations de mises en récit de soi et de la mémoire familiale qui fourniront la trame de ce programme de recherche.

Mon projet se concentre sur l'Afrique de l'Ouest francophone et prend comme point de départ l'espace malien étudié pendant ma thèse. De fait, l'accès aux récits et aux documents de l'intime est conditionné par une immersion prolongée, une certaine familiarité avec le terrain et une connaissance de la langue¹³. L'ouverture régionale s'effectuera progressivement en partant des trajectoires individuelles dont plusieurs fils seront déroulés. En premier lieu, il s'agira de suivre les histoires de vie de couples mixtes et plus particulièrement de Malien-ne-s avec des Guinéen-ne-s et des Sénégalais-es favorisés par une proximité géographique et une histoire politique partagée (jusqu'à la fin des années 1960). Deuxièmement, une attention particulière sera portée à la circulation des Malien-ne-s (seul-e-s, en couple, en famille) dans la sous-région. De leur formation scolaire (dans les écoles fédérales du Sénégal, à l'université de Dakar et subsidiairement d'Abidjan), aux mutations disciplinaires des auxiliaires « communistes » de l'administration coloniale, en passant par leur nomination à des postes politiques dans les pays « socialistes » amis (Sénégal et surtout Guinée) ou encore l'exil, la trajectoire des élites lettrées se caractérise par une forte mobilité durant toute la période

Teacher-Catechist », in BARBER Karin (ed.), *Africa's Hidden Histories: Person, Text, and the Colonial State*, Indiana University Press, 2006, pp. 27-51 ; BARTHELEMY Pascale, « "Je suis une Africaine... j'ai vingt ans" », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 4, 2009, pp. 825-852.

¹³ J'ai ainsi appris le bambara à l'INALCO pendant mon Master. Mes terrains successifs depuis 2005 m'ont permis d'approfondir la maîtrise de cette langue véhiculaire et commerciale, majoritairement parlée dans le sud du Mali mais aussi dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest (Burkina-Faso, Guinée, Côte d'Ivoire notamment).

envisagée. Sur ces terres d'accueil, des réseaux se sont tissés, des amitiés se sont nouées et parfois des couples se sont formés. Enfin, à plus long terme, je souhaiterais ouvrir ce projet sur l'espace sahélien en suivant les pas des hommes et des femmes du nord du Mali qui se sont exilé-e-s en Algérie, au Niger, en Libye, mais aussi vers le sud, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Cette vague de migration, initiée lors de la violente répression de la rébellion de 1963-1964, s'est accrue dans les années 1970 sous les coups des différentes sécheresses. Au sein de la diaspora touarègue, des femmes (notamment les épouses et les filles des insurgés des années 1960) semblent avoir joué un rôle majeur dans la socialisation des exilés, le financement de la résistance et la diffusion des chants qui servirent de soubassements idéologiques à la révolte de 1990. Cette piste de recherche soulevée pendant ma thèse mérite d'être poursuivie. Elle permet de faire dialoguer deux pans de la littérature scientifique trop souvent séparés et d'englober les espaces africains du nord comme du sud du Sahara. Partant du Mali, j'adopte ainsi **une approche en cercles concentriques** qui permet de sortir d'un cadre national étroit sans pour autant m'engager dans un comparatisme superficiel. Suivre les trajectoires individuelles m'amène aussi à dépasser le cadre géographique de l'Afrique de l'Ouest pour me transporter dans les pays du bloc de l'Est, au Maghreb et en France, autant d'espaces où les militant-e-s ouest-africain-e-s ont laissé des traces.

Ce projet de recherche se structure en trois axes mobilisant plusieurs échelles d'analyse pour cerner l'expérience intime du militantisme. Le premier axe s'intéresse aux trajectoires singulières de couples de militants ouest-africains afin de saisir, sur trois générations, les effets de l'engagement sur les rôles de genre, la vie conjugale et affective. Le second axe adoptera une approche comparatiste et un cadre temporel plus resserré pour analyser la mise à l'épreuve des relations familiales et amoureuses dans les systèmes autoritaires (socialistes et militaires) au Mali, en Guinée et en Haute-Volta. Enfin, le troisième axe a pour but de s'aventurer au-delà de l'espace ouest-africain. En suivant les couples et les familles de militant-e-s dans leurs exils, il s'agit d'examiner les reconfigurations familiales et identitaires générées par l'expatriation.

AXE 1 - Pour une biographie collective des couples militants ouest-africains.

1°- L'entrée par le couple

Le premier volet de ce programme de recherche vise à concevoir, sur une période de quatre ans, une biographie collective de **couples de militants ouest-africains** qui se sont engagés dans l'action sociale et politique, de façon conjointe ou séparée. Loin de me limiter aux « couples mythiques », il s'agit de s'intéresser à ces « femmes de » et dans une moindre mesure à ces « époux de », ces « héros commun[s] » sans nom ni visage chers à Michel de Certeau, afin d'exhumer les multiples manières dont l'engagement se vit, s'expérimente et « se bricole » au quotidien¹⁴. Le couple est envisagé ici comme une porte d'entrée idéale pour observer comment le poids du genre affecte différemment les trajectoires militantes des individus et pour restituer la profondeur intime des engagements publics. L'expérience

¹⁴ DE CERTEAU Michel, *L'invention du quotidien*, vol. 1 « arts de faire », Paris, Gallimard, 1990, p. 11.

conjugale, parfois multiple mais difficilement contournable dans la vie des hommes et des femmes des sociétés étudiées, constitue autant un objet de recherche qu'un angle d'approche pour écrire l'histoire des rapports entre le masculin et le féminin, une histoire à la fois mixte et intimiste de l'engagement. Étonnamment, les travaux sur les couples de militants demeurent, à ma connaissance, assez marginaux¹⁵ alors même que l'histoire des femmes a, de longue date, montré le rôle joué par les maris (ainsi que les pères) dans les engagements féminins¹⁶. L'accent a aussi été mis sur la place accordée aux questions d'ordre privé dans les revendications élaborées par les militantes du XXe siècle. En Afrique, comme ailleurs, elles ont fait de « l'autonomie des individus-femmes, en particulier dans le couple et la famille »¹⁷ un enjeu de luttes. Cible première des combats féminins et expérience largement partagée par les militants des deux sexes, la vie conjugale quotidienne n'apparaît paradoxalement qu'en marge des travaux scientifiques, voire en creux, lorsqu'il est question de militants masculins. Ainsi les travaux sur la famille et la conjugalité se sont développés ces dernières années en intégrant une perspective de genre, sans qu'ils ne rencontrent, à de rares exceptions près, un autre domaine lui-même en plein renouveau : la sociologie du militantisme¹⁸.

Pour comprendre comment le travail de construction de soi en tant que militant se réalise à la jonction de plusieurs « scènes »¹⁹ (l'organisation, la famille, le couple, le travail) et vient « refaçonner » les identités de genre, la **biographie collective** constitue un instrument fécond à condition d'intégrer, dès le départ, une réflexion sur la vie privée des militant-e-s²⁰. Plusieurs auteur-e-s ont ainsi souligné la nécessité de se tourner vers d'autres sources que celles habituellement dépouillées par les chercheur-e-s, pour saisir les tensions identitaires, intimes, familiales et matrimoniales générées par l'engagement. C'est en croisant les archives institutionnelles, les écrits personnels (autobiographies, correspondances, égo-documents²¹) et

¹⁵ DERMENJIAN Geneviève, « Militants de la famille. Couples militants au MPF-MLP (1941-1957) », in GARDET Mathias et alli (dir.), *Elles ont épousé l'éducation spécialisée : éducatrices et femmes d'éducateurs il y a cinquante ans*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 193-203 ; WIEVIORKA Annette, *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, Paris, Fayard, 2010, 686 p. ; PUDAL Bernard et PENNETIER Claude, « L'auto-analyse d'un dirigeant communiste et d'un couple communiste : Albert Vassart et Cilly Geisenberg-Vassart », in *Le sujet communiste, Identités militantes et laboratoires du "moi"*, Rennes, PUR, 2014, pp. 105-138 ; LUSCHER Rudolf M, SCHWEIZER Wemer (dir.), *Amalie und Theo Pinkus-De Sassi, Leben im Widerspruch*, Zürich, Limmat Verlag, 1987, 420 p. ; Siân Reynolds, *Marriage and Revolution. Monsieur and Madame Roland*, Oxford, Oxford University Press, 2012, 326 p. ; MACÉ Jacques, *Paul et Laura Lafargue. Du droit à la paresse au droit de choisir sa mort*, Paris, L'Harmattan, 2001, 220 p.

¹⁶ LOISEAU Dominique, « Les militantes de l'ombre : femme de ... », in DREYFUS Michel, PENNETIER Claude, VIET-DEPAULE Nathalie (dir.), *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, pp. 258-268 ; BARTHELEMY Pascale, *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, Rennes, PUR, 2010, pp. 261-280.

¹⁷ ZANCARINI-FOURNEL Michelle, « Les féminismes: des mouvements autonomes ? », in GUBIN Éliane et alii (dir.), *Le siècle des féminismes*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2004, p. 228.

¹⁸ BROSSIER Marie, *Quand la mobilisation produit de l'institution. Pratiques de la famille et organisations religieuses au Sénégal*, thèse de science politique, sous la direction de Gilles Dorransoro, Université Paris 1, 2010, 658 p.

¹⁹ PENNETIER Claude, PUDAL Bernard (dir.), *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du moi*, Rennes, PU Rennes, 2014, p. 14

²⁰ PERROT Michelle, « Le dictionnaire comme lieu de mémoire » ; CHABOT Joceline, « Les femmes syndicalistes chrétiennes dans le Maitron », in DREYFUS Michel, PENNETIER Claude, VIET-DEPAULE Nathalie (dir.), *La part des militants*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1996, pp. 13-20 et pp. 271-283.

²¹ WHITE Luise, « Matrimony and Rebellion: Masculinity in Mau Mau », in LINDSAY Lisa A. and MIESCHER Stephan (dir.), *Men and Masculinities in Modern Africa*, Portsmouth, Heinemann, 2003, pp. 177-

les témoignages oraux que pourront être brossés de longs portraits individuels donnant corps à l'histoire des mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest.

Les couples de militants ouest-africains dont les trajectoires biographiques et conjugales forment le socle de cette recherche ne constituent certainement pas un groupe homogène. Leurs âges, leurs origines sociales et géographiques, leurs aspirations et convictions renforcent la singularité de chacun de leurs parcours. Leur seul point commun est de s'être, à un moment de leur vie, engagé-e-s dans des mouvements d'opposition (généralement clandestins au vu de la prégnance des régimes autoritaires et de parti unique en Afrique de l'Ouest francophone) ou dans des organisations liées aux pouvoirs en place. Leurs trajectoires et les événements politiques les ont le plus souvent conduits à naviguer entre ces deux pôles. L'objectif est d'embrasser trois générations de couples en prenant comme pivot des individus nés et ayant grandi dans la période de réforme des Empires coloniaux et de libéralisation de la vie politique après 1945. La lutte anticoloniale se conjugua avec leur entrée dans le militantisme et dans la vie conjugale mais leur trajectoire enjambe la date de l'indépendance, se prolongeant pour certain-e-s jusqu'à nos jours. L'histoire familiale de ces couples ouvre sur deux autres générations. Celle de leurs parents, sujets de l'Empire français, qui ont vécu « l'âge d'or » de la colonisation, dans la première moitié du XXe siècle, et étaient soumis au statut de l'indigénat. Celle enfin de leurs enfants, nés après les indépendances, dont la socialisation politique fut marquée par les régimes socialistes et militaires. Cette recherche ne vise donc pas à écrire l'histoire d'une organisation, ni celle d'un groupe social aux frontières arbitrairement figées, mais l'histoire d'individualités engagées, de leurs représentations, émotions et expériences, afin de saisir les logiques - nécessairement plurielles - qui éclairent les positionnements militants et leurs variations au fil du temps. À rebours des grands récits linéaires et refusant les approches déterministes voire essentialistes qui ont marqué, à ses débuts, les travaux sur le mouvement ouvrier, cette recherche s'inscrit dans le renouvellement des problématiques de la sociologie du militantisme, attentive aux jeux d'échelle et adoptant une vision dynamique des rapports entre individus et groupes, entre liens sociaux/affectifs et identités²².

1-1 Cycles de vie du militantisme

Le premier objectif de cette recherche consiste à suivre de près les trajectoires biographiques de couples de militants afin de restituer les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie des individus. La comparaison des itinéraires féminins et masculins permet d'isoler la variable du genre pour observer comment elle influe sur la nature des engagements, la socialisation militante et les possibilités même du « passage à l'acte »²³. Ainsi, dans les récits personnels récoltés (écrits comme oraux), le décalage est fort entre des

191; WERBNER Richard P., *Tears of the Dead: Social Biography of an African Family*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1991, 211 p.

²² DUCOULOMBIER Romain, *Camarades ! La naissance du Parti Communiste en France*, Paris, Perrin, 2010, 428 p.

²³ Anne-Marie Sohn a ainsi souligné la valeur heuristique d'une « prosopographie bisexuée [qui] permet, paradoxalement, d'isoler la différence des sexes [...] ne serait-ce que pour mieux isoler la spécificité des autres variables et dégager les valeurs et convictions qu'hommes et femmes partagent à un moment donné au-delà de la différence des sexes ». SOHN Anne-Marie, « Féminin et masculin », *Le Mouvement Social*, n° 198, 2002, p. 7.

hommes, qui projettent leur militantisme comme une construction individuelle déconnectée de l'histoire familiale, et leurs épouses qui insistent sur la dimension « processuelle » de leur engagement. Les différentes phases de leur vie (jeunesse et célibat ; mariage et maternités ; divorce et remariage ; veuvage et ménopause) sont conçues par ces dernières, tantôt comme des contraintes, tantôt comme des leviers de leur militantisme. Elles mettent ainsi en exergue les oscillations de la vie militante et nous invitent à interroger les frontières ténues qui séparent le non-engagement, l'engagement et le désengagement²⁴. Ces mouvements de flux et de reflux sont en réalité loin d'être l'apanage des femmes. Si leurs époux voient leurs carrières militantes moins assujetties aux contingences familiales, elles se heurtent à l'inverse de manière criante aux changements politiques qui ont accompagné la mise en place des partis uniques à la veille des indépendances (disgrâces, mutations), puis aux coups d'État et aux révolutions qui ont marqué l'histoire des constructions nationales ouest-africaines. Certains ont poursuivi leurs activités dans la clandestinité, nombreux sont aussi ceux qui se sont - au moins temporairement - mis en retrait de l'action militante. Devenait-elle un obstacle à leur réalisation en tant que chef de famille ? Comment concilier les idéaux de la masculinité avec le statut de vaincu, de marginal voire « d'ennemi national » ? À l'inverse, il est frappant de voir comment certaines femmes franchissent les moments de ruptures politiques et font carrière dans les différentes organisations féminines qui se succèdent. Veuvage, remariage, réseaux sociaux et familiaux constituent alors autant de leviers d'insertion politique employés par les femmes. La reconstitution d'itinéraires singuliers permet ainsi de faire ressortir à quel point l'engagement est un processus au long cours qui ne saurait se limiter à une socialisation linéaire. Se situant « au confluent de l'histoire globale et individuelle »²⁵, il est le fruit de conjonctures historiques, d'interactions, d'expériences collectives et d'imprégnations.

1-2 Effets de générations : amours et convictions

Par delà les cycles de vie, la biographie collective permet également de faire émerger des générations distinctes, tant dans leur rapport au couple qu'à l'engagement. Les conjoints de l'entre-deux-guerres partageaient souvent peu de choses. Marié-e-s sans leur consentement par leurs familles, l'écart d'âge entre les époux, leur socialisation distincte (accès inégal à l'éducation, à des postes d'auxiliaires coloniaux et au droit d'association) les ont bien souvent conduits à emprunter des chemins parallèles de politisation. Dans ce contexte, l'action des épouses venait en appui à celle de leurs maris (en grèves ou emprisonnés dans les années 1940). Même dans les rares ménages monogames de lettrés, les épouses militantes étaient tenues à la discrétion et à une posture de retrait. La libéralisation de l'espace politique après 1945 a progressivement redistribué les cartes : en permettant aux colonisé-e-s de créer des organisations partisans, il était ainsi offert aux femmes l'accès à des « espaces de la réalisation de soi »²⁶ jusqu'alors réservés aux hommes de l'élite (scolarisés, citoyens et/ou travailleurs salariés). Le brouillage des frontières de genre fut encore plus visible pour les nouvelles générations de lettrées qui accédaient aux écoles secondaires et supérieures à

²⁴ FILLIEULE Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, 319 p.

²⁵ SAWICKI Frédéric, SIMEANT Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n°1, 2009, p. 107.

²⁶ SIMEANT Johanna, « Un humanitaire a politique? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in LAGROYE Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, pp. 163-196.

l'époque coloniale tardive. Établissements scolaires, organisations de jeunesse (laïques ou religieuses ; sportives, culturelles ou syndicales), loisirs (camps, clubs, soirées musicales) étaient autant d'espaces de mixité où garçons et filles se fréquentaient. Partageant une socialisation similaire, des idéologies communes (panafricanisme, anticolonialisme et communisme pour certain-e-s), ces jeunes expérimentaient de concert premiers amours²⁷ et premières luttes collectives. Si l'égalité de genre était loin d'être totale, nombre de couples de militants qui se sont formés dans les décennies 1950-1970 eurent, au contraire de leurs parents, le sentiment - illusoire ? - d'une fusion entre camaraderie de combat et amour conjugal²⁸.

1.3 À l'ombre des organisations : division sexuée et familiale du travail militant

La sociologie des mobilisations et l'histoire des femmes dans les sociétés occidentales ont mis à jour le travail invisible effectué par les épouses de militants dans la sphère domestique (aide à la réalisation des brochures, conseils et discussions, prise en charge des responsabilités familiales, etc.). Sans ce soutien matériel et moral - plus ou moins consenti - peu de maris auraient le temps de courir les réunions, ni la capacité de soutenir de longues grèves. Si ces paramètres de séparation et de hiérarchisation du travail militant se retrouvent aussi dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest, certaines configurations familiales ouvrent de véritables marges d'autonomisation pour les femmes. Ainsi en est-il de la polygamie qui a pu permettre à des épouses de se décharger de leurs tâches domestiques (grâce aux roulements effectués entre coépouses) et leur octroyer une liberté de déplacement. Des militantes sont-elles allées jusqu'à trouver de leur propre initiative une seconde femme à leur mari²⁹ ? L'accroissement de la capacité d'action de certaines épouses s'effectuait-il au détriment des autres femmes de la famille ? Dans les couples monogames de fonctionnaires³⁰, petites bonnes et cadettes de la famille (jeunes sœurs ou cousines) pouvaient jouer un rôle similaire, permettant aux épouses de se décharger des activités domestiques. Ces rapports de dépendance ne s'exerçaient pas exclusivement entre femmes. Les militantes avaient aussi recours au travail gratuit effectué par les jeunes hommes de la famille ou du quartier, membres des mêmes organisations, qu'elles n'hésitaient pas à commissionner pour effectuer les tâches subalternes. C'est donc à l'intersection des catégories de genre, d'âge, de générations, de classe, de statut social (origine servile ou noble) et conjugal (rang des épouses) que se négociait l'*agency* des militantes au sein de la famille.

1.4 Interrelations et réseaux

À terme, l'approche biographique doit permettre de restituer l'ampleur des réseaux militants ouest-africains qui se sont tissés au fil du temps dans une double dimension : à la

²⁷ COLE Jennifer, THOMAS Lynn M. (dir.), *Love in Africa*, Chicago, University of Chicago Press, 2009, 265 p.

²⁸ Pour une perspective comparatiste sur ce sujet : KRIEGEL Annie, « Les degrés d'adhésion », in *Les communistes français dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, pp. 169-182.

²⁹ SCHMIDT Elizabeth, *Mobilizing the Masses. Gender, Ethnicity and Class in the Nationalist Movement in Guinea, 1939-1958*, Portsmouth, Heinemann, 2005, pp. 113-144.

³⁰ Statut de lettré et mariage monogame n'allant pas toujours de pair, notamment chez les hommes, comme l'ont montré BARTHELEMY Pascale et JEZEQUEL Jean-Hervé, « Marier les 'demoiselles frigidaire' et les 'mangeurs de craies' : l'idéal du ménage lettré et l'administration coloniale en Afrique Occidentale française (AOF) », in GOERG Odile (dir.), *Perspectives historiques sur le genre en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 77-96.

fois spatiale et familiale. « No man is an island » écrivait l'historien John Maddicott³¹ pour rappeler l'ampleur des réseaux dans lesquels s'inscrivent les vies des individus. Le couple, la famille, les liens amicaux et affectifs constituent autant de réseaux enchevêtrés qui tissent la trame des trajectoires militantes personnelles. L'historiographie récente a montré l'importance du rôle joué par les écoles fédérales dans la politisation des élites, leur mise en réseaux par delà les frontières territoriales, le développement d'une identité panafricaine. Ces écoles furent aussi le creuset de formation de ménages de lettrés « modernes », largement encouragés par l'administration coloniale. Les interrelations nouées dans les internats et sur les bancs de l'école coloniale vont se doubler à partir des années 1940 de la mise en place de réseaux syndicaux et politiques à l'échelle de la fédération³². Les uns et les autres sont ainsi amenés à circuler - avec environ une décennie de décalage entre les hommes et les femmes - à l'échelle de l'Afrique Occidentale Française et au-delà (métropole, URSS). La vie commune, les expériences partagées au cours des voyages militants ou des affectations hors des territoires d'origine ont participé à ancrer les cadres militants dans une vaste toile relationnelle qu'ils ont su mobiliser pour accéder au pouvoir. Elles ont aussi contribué à séparer les familles et à ouvrir, inégalement selon le sexe et l'âge, le champ des possibles conjugaux. Comment se conjuguaient l'entre soi militant et les stratégies matrimoniales ? L'approche micro-historique des réseaux de parenté permet de nuancer les analyses trop souvent réductrices des familles militantes pensées en terme dynastique. L'unité politique et idéologique des familles était loin d'être automatique et l'accent mis sur les « filiations militantes » exemplaires occulte l'évolution des positionnements individuels. Comment les couples mixtes (entre ouest-africains ou franco-africains) ont-ils été intimement éprouvés par la « balkanisation de l'espace colonial à partir de 1956, puis par les tensions générées par les indépendances nationales ? Le repli nationaliste des nouveaux États a-t-il réduit le champ des possibles conjugaux, rendant inopérant le brassage pourtant à l'œuvre dans les universités ouest-africaines (Dakar, Abidjan), françaises, celles du bloc de l'Est, ainsi qu'au sein de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) ? Comment ces réseaux tissés pendant la jeunesse ont été employés par les militant-e-s pour échapper à la répression de leurs pays respectifs, traverser des frontières, produire du matériel militant ? L'invisibilité politique des femmes a pu leur octroyer une mobilité et une capacité d'action plus grande que leurs conjoints dans la clandestinité. Visite à la famille, voyages d'affaires, cérémonies rituelles ouvraient de multiples opportunités de déplacements dont certaines se saisirent, combinant ainsi obligations sociales et militantisme.

2°- La quête des écrits personnels et des mémoires singulières en terrain africain

L'importance de l'écriture privée comme pratique quotidienne et ordinaire en Afrique de l'Ouest n'est plus à démontrer. Qu'ils soient en arabe, en français ou en langues africaines, les écrits personnels n'ont cessé de se développer depuis la fin du XIXe siècle. Des travaux récents ont aussi souligné à quel point la culture de l'écrit n'était l'apanage ni des groupes scolarisés ni des acteurs masculins, et combien existait, chez les « gens ordinaires », un réel

³¹ MADDICOTT John, « No man is an island », *History Today*, vol. 36, n° 5, 1986.

³² BLUM Françoise, « Syndicalistes croyants et panafricains », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 3, n°119, 2013, pp. 99-112 ; « Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'université ouvrière africaine, 1960-1965 », *Revue historique*, vol. 3, n° 667, 2013, pp. 661-691.

souci de conservation et de « mise en archive des textes personnels »³³. Ce souci de conservation prit parfois la forme d'une privatisation des archives de la part des cadres des organisations qui quittaient leurs fonctions en emportant chez eux toute la documentation qu'ils avaient contribué à produire et à réunir du temps de leurs activités publiques. **L'exploration des archives privées** se révèle donc féconde à plus d'un titre. Elle permet autant de récolter des matériaux sur les organisations, que sur les vies personnelles de celles et ceux qui les ont fait vivre. Pour retracer les vies singulières de ces couples de militants dans toute leur complexité, les spécialistes de l'Afrique ne disposent cependant pas des mêmes atouts que leurs collègues travaillant sur les espaces occidentaux³⁴. Si de riches matériaux existent, c'est dans les familles et non dans les centres d'archives publics qu'ils sont précieusement gardés. Un terrain effectué en septembre 2014 à Bamako m'a ainsi permis d'identifier des familles de militant-e-s disposant d'archives personnelles (correspondances, journaux intimes, notes officielles ou personnelles, photographies) et prêtes à en autoriser la consultation. La démarche du chercheur-e est ici facilitée par la quête de reconnaissance des veuves et des enfants, déçus par le peu de place que « leur » défunt héros occupe dans la mémoire nationale. Le coup d'État de mars 2012 a aussi réactivé au sein de ces familles les anciennes craintes de voir leurs fonds personnels partir en fumée. Les contingences politiques et l'âge avancé des derniers témoins des indépendances se conjuguent pour rappeler toute l'urgence d'engager de réelles démarches pour sauvegarder leurs documents.

D'ores et déjà, rendez-vous a été pris avec ces familles pour débiter un travail de classement et de numérisation de leurs archives en vue d'en favoriser la conservation à long terme. Ce **programme de numérisation** s'appuiera sur plusieurs programmes déjà existants, garants de l'usage de « bonnes pratiques » : en France le consortium Archives des mondes contemporains, adossé lui-même au TGIR Huma-Num ; sur le plan international le programme de sauvegarde des archives d'Afrique de l'Ouest initié par l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam et lui-même adossé au Social History Portal, réalisé dans le cadre du projet européen Hope, mais dont la vocation est d'élargir ses actions au-delà de l'Europe, en offrant un certain nombre de services. L'Institut d'Amsterdam a commencé la numérisation d'archives syndicales à Dakar. Le GASAO (Groupe Archives sociales d'Afrique de l'Ouest) lui sert de support et est destiné à couvrir en matière de numérisation toute l'Afrique de l'Ouest. Des scanners ont déjà été installés à Dakar et une équipe a été formée. La même opération pourrait être mise en place à Bamako. L'expertise de ces programmes permettra d'assurer la pérennisation des fonds numérisés et de les rendre accessibles dans la limite, bien entendu, des autorisations accordées par leurs propriétaires et dans le respect des droits. Il serait également souhaitable d'intéresser les Archives nationales du Mali à ce projet. Je m'y emploierai.

³³ BARBER Karin (ed.), *Africa's Hidden Histories. Everyday Literacy and Making the Self*, Bloomington, Indiana University Press, 2006, 451 p. ; Barthélémy Pascale, « 'Je suis une Africaine... j'ai vingt ans' », *Annales. Histoire, Sciences Sociales* vol. 4, n°64, 2009, pp. 825-852 ; MBODJ-POUYE Aïssatou, « Une forme d'écriture du privé dans la région cotonnière du Mali : un cahier "à soi", entre domestique et personnel », in RUGGIU François-Joseph, *The Uses of first person writings. Africa, America, Asia, Europe*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2013, pp. 169-190.

³⁴ ARTIÈRES Philippe, KALIFA Dominique (dir.), dossier « L'historien et les archives personnelles : pas à pas », *Sociétés & Représentations*, vol.1, n°13, 2002.

La récolte de ces archives originales et méconnues s'accompagne d'une vaste collecte de témoignages auprès des militant-e-s, des membres de leur famille, proches, ami-e-s, camarades et collègues³⁵. Parler de soi est inhabituel et considéré comme inconvenant dans la société malienne. Cette prescription, encore plus forte pour les femmes, a pu être en partie contournée en partant des veuves d'anciens prisonniers politiques : parler d'un défunt permet de libérer la parole et évoquer la trajectoire d'un conjoint conduit inéluctablement à se livrer. Mener des enquêtes orales auprès des personnes âgées et de leurs descendant-e-s s'avère d'autant plus crucial pour retracer les vies de femmes militantes que, comme le souligne à juste titre Malcome Chase³⁶, ces dernières sont rarement arrêtées et ne laissent donc que peu de traces dans les documents officiels (archives judiciaires, policières, presse). Elles apparaissent au mieux dans les marges d'une affaire qui concerne un membre masculin de leur famille, au pire dans les chroniques mondaines avides de récits scandaleux. Pour les femmes, plus que pour les hommes, la récolte de données biographiques élémentaires (dates de naissance et de mort, mariages) relève d'un véritable défi et la fréquence des homonymies dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest ne facilite pas la tâche du chercheur-e³⁷. Seules la mémoire familiale et la capacité d'imagination du chercheur-e³⁸ permettent de combler - partiellement - les trous de ces obscures histoires de vie féminines. Cette **campagne de collecte de récits de vie** est effectuée en collaboration avec l'anthropologue Alexis Roy (IRD-Paris 1) spécialiste de l'histoire syndicale malienne. Cette coopération, initiée à la fin de nos recherches doctorales, nous a permis de réunir un corpus de témoignages oraux composé d'une centaine de militant-e-s (syndicaux, politiques et associatifs) et ouvre des pistes de réflexion innovantes sur l'influence du sexe (de l'enquêteur/trice et de l'enquêté-e) dans la relation d'enquête³⁹.

3°- Collaborations et objectifs scientifiques

La première phase de ce programme de recherche s'inscrit directement dans le projet collectif conduit par Françoise Blum, Johanna Siméant et Marie-Emmanuelle Pommerolle (Université Paris 1), visant à constituer un **dictionnaire biographique des mobilisations et contestations africaines**. Initié en juin 2014, ce projet est adossé au Maitron⁴⁰ et à un programme NExT Hésam⁴¹. En tant que membre du comité éditorial de la section « Mali » j'interviens à plusieurs niveaux : rédiger des notices, solliciter des chercheurs français et étrangers susceptibles de contribuer à ce dictionnaire, rendre visibles les personnalités ouest-africaines féminines pour qu'elles disposent de leur propre entrée. Pour renforcer la réflexion

³⁵ DESCAMPS Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001, 864 p.

³⁶ CHASE Malcome, « Le tournant biographique de l'histoire ouvrière », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 104-105, 2011, pp. 26-31.

³⁷ MANN Gregory, « What's in an Alias? Family Names, Individual Histories, and Historical Method in the Western Sudan », *History in Africa*, vol. 29, 2002, pp. 309-320.

³⁸ PERROT Michelle, *Mélancolie ouvrière*, Paris, Points, 2014, 186 p.

³⁹ MONJARET Anne, PUGEAULT Catherine (dir.), *Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques*, Lyon, ENS Éditions, 2014, 262 p. ; RILLON Ophélie, « Ces femmes que je ne saurais voir. Les dimensions sexuées de l'enquête de terrain en histoire », *Hypothèses*, 2011, pp. 41-51.

⁴⁰ <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article160245>

⁴¹ Il s'agit du projet « Mutations et défis africains » effectué au sein de heSam Université <http://www.hesam.eu/blog/2014/10/20/projet-mda-mutations-et-defis-africains/>

collective autour des enjeux méthodologiques propres aux usages de la biographie dans les études africaines et favoriser la mise en réseau des chercheurs, nous avons mis en place, à la rentrée 2014, un atelier mensuel à l'Université Paris 1 et un carnet de recherche Hypothèses, intitulés *BiogrAfrique*. Tous deux permettent de diffuser nos premiers résultats et d'accroître la visibilité internationale de ce projet. C'est aussi dans cette perspective que j'organise un panel sur les « Autobiographies de militantes ou l'écriture de soi comme expression politique » lors de la sixième *Conférence européenne des études africaines* qui se tiendra à Paris en juillet 2015.

L'un des aboutissements de ce premier volet sera la rédaction d'une **monographie sur trois générations de couples de militants** d'Afrique de l'Ouest. Dans cet ouvrage je m'intéresserai aux éventuelles mutations du genre qui forment, au fil des vies personnelles et des générations, les différentes manières d'*être* militant-e-s et de s'engager dans l'action collective.

AXE 2 - Les frontières de l'intime en situation autoritaire : Mali, Guinée et Haute-Volta (1956-1991)

1°- L'intrusion du politique dans l'intimité familiale

Après avoir reconstitué les trajectoires singulières de couples de militants, le deuxième volet de ce programme de recherche adoptera une focale plus ample afin de saisir comment les événements politiques se sont invités dans les familles, passant parfois par des voies secrètes, clandestines et informelles ; forçant d'autres fois avec violence les portes de l'univers domestique. Conçu sur trois ans, cet axe s'attellera à **comparer trois espaces frontaliers** qui ont en commun d'avoir été gouvernés pendant plusieurs décennies par des régimes autoritaires. Une attention particulière sera accordée aux périodes dites « socialistes » qui se déploient sur des temporalités inégales et distinctes entre la Guinée de Sékou Touré (1958-1984), le Mali de Modibo Keita (1960-1968) et la Haute-Volta devenue Burkina Faso sous Thomas Sankara (1984-1987). Ces longues périodes autoritaires ont contribué à faire de l'espace domestique le site premier de développement des activités militantes dans les sociétés urbaines d'Afrique de l'Ouest. Initié à l'époque coloniale, ce processus de repli des activités socio-économiques et politiques à l'intérieur des foyers s'est prolongé sous les régimes de parti unique. Laurent Fourchard invite ainsi à penser comment les cours des concessions, lieux de résidence de base des citoyens africains, sont devenues des « espaces intermédiaires entre le strictement familial et l'entièrement public »⁴². À l'abri des regards, dans l'enceinte des concessions, les hommes politiques, les syndicalistes, les chefs religieux et leur base se rencontraient ; les informations circulaient ; les programmes s'élaboraient. **L'enchevêtrement des affaires familiales et politiques** n'allait cependant pas toujours de pair avec l'inclusion des femmes dans la sociabilité militante. Des frontières complexes organisaient les activités quotidiennes de l'espace domestique et généraient un accès différencié des sexes au politique.

⁴² FOURCHARD Laurent, *De la ville coloniale à la cour africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIXe siècle – 1960*, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 250-251.

D'où l'importance de désaxer le regard des pratiques militantes conventionnelles pour examiner des formes d'engagements féminins moins immédiatement saisissables, tant elles s'inscrivent dans des logiques de solidarité et d'assistance, d'interrelations familiales et affectives. Non que les femmes aient une disposition naturelle plus forte aux émotions, mais parce que leur socialisation les maintenait à l'écart des réseaux politiques, même lorsque ces derniers élargissaient domicile au cœur de l'intimité familiale.

1-1 Engagement et politique : une affaire de famille ?

Dans le champ des études africaines, de nombreuses recherches ont démontré l'importance des réseaux interpersonnels dans la formation des États indépendants et la confusion entre le privé et le public générée par ce système clientéliste⁴³. Rares sont cependant les travaux qui se sont intéressés à la dimension familiale des relations qui se nouent au plus haut sommet de l'État, comme dans les rangs de l'opposition. À y regarder de près pourtant, la politique apparaît bien comme une « affaire de famille », dans les régimes autoritaires d'Afrique de l'Ouest, régie par une division sexuée des tâches comme en témoignent ces organisations féminines confiées aux épouses des responsables politiques. Les réseaux intrafamiliaux dans lesquels s'enchevêtrent les relations politiques doivent cependant être envisagés au sens large : liens de cousinage, belle-famille, coéducation et système de « confiage » pendant l'enfance participent à souder des liens interpersonnels et à octroyer aux femmes des responsabilités dans un système où l'ordre politique est patriarcal. Leur position à la tête du pouvoir demeure alors d'autant plus précaire qu'elle dépend de leurs appuis masculins : l'éviction d'un homme de la famille peut entraîner leur exclusion, voire leur incarcération dans une situation de « surchauffe politique ». Ce système du « délit de parenté »⁴⁴ qui ne s'applique qu'aux militantes montre à quel point les questions privées et familiales sont politiques et genrées. Loin d'être le propre des cercles du pouvoir, l'intrication des relations intimes et militantes a aussi constitué un enjeu des organisations clandestines. Les situations autoritaires ont conduit les hommes à investir l'univers féminin du foyer, ainsi érigé en refuge de l'action politique. Les épouses silencieuses assistent aux réunions, nourrissent, hébergent, cachent les militants et aident à la confection des tracts, tant que ces activités les confinent dans l'espace domestique. Les relations de confiance qui prévalent à l'inclusion dans les groupes clandestins relèvent moins, pour les femmes, d'une sociabilité professionnelle que de liens de parentés et de relations amoureuses ou d'amitié. Seules les plus diplômées d'entre elles semblent défier les logiques de genre qui prévalent à l'engagement des femmes dans les réseaux clandestins, même si leur mariage avec un « non-militant » provoque bien souvent la rupture des liens.

1-2 Politisation du privé dans les régimes socialistes

À l'instar d'autres espaces, les régimes socialistes d'Afrique de l'Ouest concevaient la famille, « cellule de base de la société », comme un espace privilégié d'intervention de

⁴³ MEDARD Jean-François, « Le rapport de clientèle : du phénomène social à l'analyse politique », *Revue française de science politique*, vol. 26, n° 1, 1976, pp. 103-131 ; « Autoritarismes et démocraties en Afrique noire », *Politique Africaine*, 1991, n° 43, pp. 92-104.

⁴⁴ MARTINEZ-MALER Odette, « Témoignages de femmes des guérillas antifrancquistes (1939-1951) », *Critique internationale*, 2010, vol.4 n° 49, p. 117.

l'État⁴⁵. Le projet de créer une société nouvelle, composée « d'hommes nouveaux », commençait par une réorganisation des structures de base, dont la famille était l'élément central. La famille était un espace à révolutionner, à « moderniser » : il fallait « briser cette famille et ses traditions [...] développer l'individualisme » selon les termes de Samir Amin, concepteur de la planification économique au Mali et en Guinée⁴⁶. Érigée en métaphore de la Nation, la famille devenait alors un espace égalitaire, régi par des relations fraternelles et non par l'autorité paternelle. S'insérant dans la sphère privée, les États socialistes ont ainsi tenté de codifier les relations conjugales et familiales dans la perspective de transformer l'ordre moral et social : Code de Mariage au Mali en 1962, interdiction de la polygamie en Guinée en 1968, instauration du « salaire vital pour les femmes et opération « marché au masculin » au Burkina Faso en 1985. Cette politique de régulation de l'intime participait directement du contrôle de l'ordre public. Il s'agira d'étudier les conflits générés par cette législation au sein des couples de cadres, la manière dont les militantes sont parvenues à infléchir dans leur sens la politique de leurs époux, ou au contraire, les logiques d'étouffement de leur parole (sur l'interdiction des couples mixtes et de l'excision). Qu'en était-il de l'émancipation des femmes prônée par les régimes socialistes au sein des foyers militants ? Comment celles et ceux qui étaient censé-e-s incarner le modèle du militant et de la militante exemplaires composaient au quotidien avec les injonctions qu'ils et elles prônaient ?

1-3 Les familles à l'épreuve de la prison

Au regard de la violence politique qui caractérise cette période, une place importante sera accordée dans cette recherche aux conséquences de l'emprisonnement sur les individus et les configurations familiales (bouleversement des rôles de genre, place des épouses dans le maintien du contact avec le mari incarcéré et les militants clandestins). On tentera ainsi de saisir le choc des expériences carcérales sur ceux - très majoritairement des hommes - qui sont envoyés au bagne et celles qui restent, en prise avec les charges familiales et la stigmatisation sociale. Que faire d'un mari ou d'un père « ennemi de la Nation » ? En quoi l'absence causée par la mort ou l'emprisonnement des hommes permet aux militantes de gravir les échelons de l'organisation ? L'absence du chef de famille est aussi source de fragilisation ; elle permet à l'administration socialiste malienne d'imposer aux femmes touarègues des mariages avec des militaires en charge de la répression. Si le moment de la libération est bien souvent attendu avec ferveur des deux côtés, les historien-ne-s de la guerre ont mis à jour les incompréhensions, les déceptions conjugales et familiales qu'elles produisent⁴⁷. Pendant l'incarcération, des enfants sont nés qui ne connaissent pas leur père qui n'est d'ailleurs peut-être pas leur géniteur. Conscients de cette éventualité, les anciens cadres

⁴⁵ GHERGHEL Ana, « Transformation de la régulation politique et juridique de la famille. La Roumanie dans la période communiste et post-communiste », *Enfances, Familles, Générations*, n°5, 2006, pp. 108-129 ; CHRISTIAN Michel, KOTT Sandrine « Privé et public dans les pays communistes d'Europe centrale », *Histoire@Politique*, n° 7, vol. 1, 2009, 110 p. ; DIAMANT Neil J., *Revolutionizing the Family. Politics, Love, and Divorce in Urban and Rural China, 1949-1968*, Berkley, University of California Press, 2000, 440 p.

⁴⁶ AMIN Samir, *Trois expériences africaines de développement : le Mali, la Guinée et le Ghana*, Paris, PUF, 1965, p. 231

⁴⁷ REBREYEND Anne-Claire, *Intimités amoureuses. France 1920-1975*, Toulouse, Presses du Mirail, 2008, 340 p. ; CABANES Bruno, PIKETTY Guillaume, *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009, 315 p. ; VIRGILI Fabrice, *Naître ennemi. Les enfants nés de couples franco-allemands pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Payot, 2009, 376 p.

du régime de Modibo Keita arrêtés en 1968 avaient convenu qu'ils reconnaîtraient ces enfants qui n'étaient pas d'eux. Quelles étaient alors leurs raisons ? Qu'en fut-il à leur sortie de prison ? De leur séjour en prison, les militant-e-s ressortent avec le poids des tortures physiques et psychologiques. Tabous et non-dits enveloppent alors le vécu des familles et se transmettent sur plusieurs générations : alcoolisme, divorce, exil, investissement religieux, folie et parfois suicide peuvent être la trace d'un passé trop lourd à porter pour l'ex-prisonnier comme pour son entourage. La prison et les souffrances partagées semblent enfin avoir constitué un moment fort dans le parcours politique de bon nombre de militant-e-s. Elle participe à ancrer l'engagement et à souder le groupe, ou au contraire marque une rupture, un abandon ou une reconversion. Le foyer devient-il le lieu de la « revanche patriarcale » pour des militants brisés par l'expérience carcérale ?

2°- Les archives du contrôle social et la « littérature de douleur »

Afin de saisir comment l'intimité familiale a été traversée par les enjeux politiques des systèmes autoritaires de la seconde moitié du XXe siècle, cette partie de la recherche utilise différents types de sources. Les trajectoires militantes recomposées à l'occasion de la première phase de ce programme serviront de point de départ à une analyse centrée sur les réseaux intrafamiliaux. La seconde étape consistera à collecter la bibliographie existante sur les espaces guinéens et voltaïques afin de cerner l'évolution des pratiques autoritaires et les tentatives d'encadrement des vies individuelles mises en œuvre sur chacun des territoires étudiés, en fonction des régimes et de leurs projets politiques. Les recherches archivistiques débiteront dans les **fonds étatiques d'Afrique de l'Ouest**. Mes recherches doctorales m'ont déjà permis de dépouiller la majeure partie des fonds maliens émanant des partis uniques et de leurs différentes commissions (jeunesse, femmes), des services de police et de gendarmerie. Ce travail sera poursuivi dans les **archives locales**, avec une attention soutenue pour les archives judiciaires dont Marie Rodet a montré toute la richesse pour analyser les affaires familiales et conjugales au prisme du genre⁴⁸. L'exploration des archives nationales burkinabées, récemment ouvertes et encore peu exploitées, fournira matière à une analyse comparée entre ces deux pays. Outre les différents fonds de la présidence qui portent sur la période de l'indépendance, le centre national des archives dispose de fonds privés déposés par des familles de militants. Dans le cas guinéen, la collecte de sources se complique singulièrement après l'indépendance du pays en 1958. Les recherches de Céline Pauthier montrent cependant que les journaux officiels, les multiples écrits et discours de Sékou Touré fournissent de précieuses informations sur le fonctionnement du régime et son système de répression (publication dans la presse des listes, photographies et dépositions des opposant-e-s arrêté-e-s)⁴⁹.

Ces archives étatiques, nécessairement parcellaires, seront complétées grâce au **fonds français** des services de l'administration coloniale, puis diplomatique et militaire, qui offrent

⁴⁸ Marie Rodet (SOAS, Université de Londres) a ainsi mis en place un plan de sauvetage des archives du cercle de Kayes aujourd'hui consultables. RODET Marie, « “Le délit d’abandon de domicile conjugal” ou l’invasion du pénal colonial dans les jugements des “tribunaux indigènes” au Soudan français, 1900–1947 », *French Colonial History*, vol. 10, 2009, pp. 151–170. MANN Gregory, « Dust to Dust : A User's Guide to Local Archives in Mali », *History in Africa*, vol 26, 1999, pp. 453-456.

⁴⁹ PAUTHIER Céline, *L'Indépendance ambiguë. Construction nationale, anticolonialisme et pluralisme culturel en Guinée (1945-2010)*, thèse d'histoire, sous la direction d'Odile Goerg, Université Paris 7, 2014, 781 p.

une vision certes biaisée, mais particulièrement attentive à la vie quotidienne sous ces régimes (rumeurs, plaintes, mouvements sociaux et vie privée des personnalités)⁵⁰. Ces dossiers regorgent de fiches individuelles produites sur les responsables étatiques, les opposants et les prisonniers politiques, qui seront utilement croisées avec les fonds privés des associations de défense des droits de l'Homme et des organisations politiques françaises.

La littérature forme le troisième corpus de sources qui sera exploité et fournira une entrée essentielle dans l'intimité et la vie affective des militant-e-s. Romans, poésie, essais, théâtre, mémoires et carnets de prison donnent à voir la façon dont les événements agissent sur les vies singulières et modifient le rapport à soi comme à l'entourage. C'est au milieu des années 1980 qu'émerge en Guinée l'expression « littérature de douleur » pour qualifier les récits publiés par les rescapés de Camp de Boiro en exil, dont la narration oscille entre fiction et récit de soi. Plus que l'autobiographie cependant, le registre romanesque autorise les auteur-e-s à formuler l'indicible et a constitué le mode d'expression privilégié par les femmes. Aux œuvres rédigées par les anciens détenus et les familles de victimes, s'ajoute la littérature produite par les tortionnaires qui se sont emparés de la plume plus tardivement, dans le contexte des démocratisations. Ces récits déroutants, qui émanent de militaires tombés pour certains en disgrâce et dont les textes sont parfois préfacés par les militants passés entre leurs mains, documentent avec précision le système répressif et invitent à réfléchir aux **enjeux mémoriels** qui entourent l'histoire de ces régimes autoritaires⁵¹.

3°- Renouveler l'analyse des situations autoritaires en Afrique : enjeux collectifs

Le second volet de ce programme de recherche s'inscrit dans la volonté de renouveler les travaux sur les régimes autoritaires de l'Afrique contemporaine. Alors que les historiens se focalisent sur l'histoire coloniale et que politistes et anthropologues ont déserté les périodes autoritaires pour se concentrer sur les enjeux produits par les transitions démocratiques, beaucoup reste à faire dans l'étude des systèmes politiques nés dans les premières décennies des indépendances. L'accélération des politiques de classement et de conservation des archives initiée ces dernières années par les États africains doit encourager les chercheurs à réinvestir et relire, au prisme des renouvellements épistémologiques et des nouvelles sources désormais accessibles, ces périodes troubles mais néanmoins fondamentales dans la trajectoire des sociétés africaines. En croisant les problématiques du « politique par le bas »⁵² et des études du genre, il s'agit d'examiner les systèmes autoritaires en partant de la vie quotidienne dans ce qu'elle a de plus banal et ordinaire, d'observer comment ces régimes ont pénétré (ou non) dans les vies individuelles et familiales. Cette recherche, qui se veut collective, transdisciplinaire et comparatiste, permettra de **bâtir un réseau international de chercheur-e-s** qui travaillent sur l'histoire sociale en situation autoritaire et sont soucieux d'en renouveler les sources et les objets : Matt Swagler qui s'intéresse aux luttes sociales et politiques de la jeunesse dans le Congo des « années 68 » (Columbia University), Natacha Fillipi qui travaille sur le genre des luttes dans les prisons de l'apartheid (Oxford University),

⁵⁰ Archives nationales d'outre-mer (Aix), Centre des archives diplomatiques (Nantes et La Courneuve), Service historique de la défense (Vincennes).

⁵¹ SOW Alioune, « 'Nervous Confessions' Military Memoirs and National Reconciliation in Mali », *Cahiers d'études africaines*, 2010, vol.1, n° 197, pp. 69-93.

⁵² BAYART Jean-François, MBEMBE Achille, TOULABOR Comi, *Le politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2008, 217 p.

Marie Brossier qui étudie la transmission familiale du pouvoir politique en Afrique subsaharienne (Université de Laval) et Maria-Benedita Basto dont les recherches portent sur les mémoires intimes, familiales et domestiques des militant-e-s de l'Afrique lusophone (CRIMIC-Paris 4). Ces chercheur-e-s, avec lequel-le-s je collabore depuis plusieurs années, seraient les partenaires idéaux pour la mise en place d'un atelier collectif sur l'expérience intime de la domination dans les régimes de parti unique en Afrique, qui intégrerait, dans un second temps, une perspective comparatiste avec les situations autoritaires dans les pays arabes, asiatiques, européens et d'Amérique latine. Cette réflexion trouverait son aboutissement dans l'organisation d'un colloque international et la publication d'un dossier de revue.

AXE 3 - « Se construire dans l'ailleurs »⁵³. Reconfigurations familiales et identitaires à l'épreuve de l'exil.

1°- Le genre de l'exil politique

Le troisième et dernier volet de ce programme de recherche explorera, à moyen terme, **les logiques de genre dans la migration politique des militant-e-s d'Afrique de l'Ouest**, parti-e-s seul-e-s, ou accompagné-e-s de leurs familles. L'étude des trajectoires d'exil, en Afrique et au-delà du continent (France, Union soviétique), permet d'exhumer des expériences singulières et de complexifier l'analyse des mobilités des ressortissant-e-s africain-e-s. En effet, hommes et femmes originaires d'Afrique de l'Ouest partagent une même stigmatisation raciale. Depuis les années 1970, ces populations sont exclusivement perçues comme des migrants économiques, fuyant des pays ravagés par la crise économique, les sécheresses et les conflits armés⁵⁴. Les motifs politiques de leurs départs ne sont jamais envisagés, alors même que de récents travaux ont souligné à quel point la frontière entre migrant économique et réfugié politique était floue et tendait encore plus à s'estomper sous le poids de l'expérience de l'exil : « Quand l'engagement politique est abandonné, ou jamais renoué, quand la préoccupation principale est de trouver un travail, un toit, de veiller à l'éducation des enfants, en quoi l'expérience de l'exilé(e) diffère-t-elle de celle de l'immigré(e) ? » interrogeait Philippe Rygiel⁵⁵. D'autres à l'inverse, se sont politisé-e-s dans l'exil, ont embrassé les luttes sociales de leurs pays d'accueil et/ou ont rejoint les associations africaines de l'étranger⁵⁶. Par

⁵³ COTTIAS Myriam, DOBIE Madeleine, *Relire Mayotte Capécia. Une femme des Antilles dans l'espace colonial français (1916-1955)*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 47.

⁵⁴ A rebours de ces représentations : MANCHUELLE François, *Les diasporas des travailleurs soninké (1848-1960). Migrants volontaires*, Paris, Karthala, 2004, 352 p. ; SCHMITZ Jean (dir.), « Migrants ouest-africains : miséreux, aventuriers ou notables ? », *Politique africaine*, 2008, vol. 1, n° 109, 204 p.

⁵⁵ RYGIEL Philippe, « Du genre de l'exil », *Le Mouvement social*, vol. 4, n° 225, 2008, p. 5 ; APRILE Sylvie, *Le Siècle des Exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS Éditions, 2010, 336 p. ; DUFOIX Stéphane, « Fausses évidences Statut de réfugié et politisation », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 16, n°16-3, 2000, pp. 147-164.

⁵⁶ DEDIEU Jean-Philippe, *La Parole immigrée. Les migrants africains dans l'espace public en France (1960-1995)*, Paris, Klincksieck, 2012, 335 p.

ailleurs, à l'instar du militantisme, l'exil est présenté comme une « affaire d'hommes »⁵⁷. Plus encore que leurs camarades et leurs conjoints, les exilées politiques d'Afrique de l'Ouest sont des invisibles, essentialisées comme « femmes du Tiers-monde » et marquées du sceau de la victime. Il est vrai qu'avant la fin des années 1950, rares étaient les femmes d'Afrique de l'Ouest ayant migré hors du continent. Travailleurs, tirailleurs, étudiants, qui formaient les premiers contingents d'Africains en métropole, étaient des groupes majoritairement masculins au temps des Empires coloniaux⁵⁸. **L'histoire de leurs liens affectifs, sexuels et conjugaux** reste à écrire et sera envisagée ici comme l'un des chemins de socialisation et subjectivation politique. Ce volet de la recherche visera donc à détecter les variations de l'expérience de l'exil au fil du XXe siècle en fonction des territoires (de départ comme d'accueil), ainsi que les conséquences de sa relative féminisation au tournant des indépendances afin de saisir les effets de cette rupture géographique et sociale sur les biographies individuelles et les histoires familiales.

1-1 Symbolique et représentation sexuée de l'exil

La proscription est une condamnation qui a touché majoritairement les hommes : militants de premier plan, ils se voyaient ainsi forcés d'entrer en clandestinité et certains firent le choix de l'exil pour échapper à l'incarcération. L'exil apparaît alors comme un acte de courage typiquement masculin, il est la marque du refus de l'humiliation et de la conciliation quitte à sacrifier la vie personnelle et familiale pour la cause. Cas d'exception où les femmes n'ont que peu de place (sauf comme figures de douleur immobiles), ces situations d'exil forcé occultent les myriades d'autres manières, souvent « volontaires », qui ont conduit les militant-e-s d'Afrique de l'Ouest à s'expatrier. Études, stages, travail, soins, visites à la famille ou pèlerinages religieux ont constitué autant de leviers employés par les hommes et les femmes pour fuir la situation politique dans leur pays⁵⁹. Un déplacement temporaire pouvait aussi se transformer en exil lorsque le retour devenait impossible. Les routes de l'exil évoluaient avec le temps et variaient selon l'implantation de la diaspora, mais aussi selon les accords de coopération entre les pays et les dispositions législatives nationales. Nombre de militantes maliennes invoquaient à ce titre le Code du Mariage de 1962 qui obligeait les femmes à vivre dans le domicile du mari pour rejoindre leur époux parti avant elles. Dans les archives administratives et dans la bouche des militantes, l'exil féminin n'est donc que rarement présenté comme un acte autonome : les femmes sont des « suiveuses », selon l'expression de Nancy Green⁶⁰, une posture qui les invisibilise dans le récit scientifique mais qui les protège aussi dans des contextes de forte répression politique. Afin de démêler les logiques multiples (personnelles, conjugales, sociopolitiques) qui ont conduit au départ, il conviendra d'analyser

⁵⁷ GUERRY Linda, *Le genre de l'immigration et de la naturalisation. L'exemple de Marseille (1918-1940)*, Lyon, ENS Éditions, 2013, 310 p.

⁵⁸ DEWITTE Philippe, *Les mouvements nègres en France (1919-1939)*, Paris, L'harmattan, 1985, 415 p. ; NDIAYE Pap, *La Condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, 435 p.

⁵⁹ RODET Marie, *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal (1900-1946)*, Paris, Karthala, 2009, 338 p. ; MANN Gregory, LECOCQ Jean Sebastian, « Between Empire, Umma, and the Muslim Third Word : The French Union and African Pilgrims to Mecca, 1946-1958 », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, vol. 27, n° 2, 2007, pp. 367-383.

⁶⁰ GREEN Nancy, *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 2002, p. 112.

les « mots de la migration »⁶¹ qui rendent compte de la symbolique sexuée de l'exil politique et qui permettent d'historiciser les imaginaires individuels et collectifs entourant la démarche du départ, même en cas d'échec. Ces discours oraux et écrits seront appréhendés au prisme des trajectoires personnelles et familiales (inscrites dans une longue durée) et des contextes historiques dans lesquels émergent les narrations de l'exil.

1-2 La migration entre ressource et stigmat politique

Si les sciences sociales se sont intéressées aux mobilisations collectives des migrants africains venus travailler en France⁶², elle interroge encore peu la manière dont les cultures politiques nationales des terres d'accueil ont pu imprégner les pratiques militantes des exilé-e-s, ni comment les répertoires et idéologies de luttes ont voyagé dans les bagages des migrant-e-s. Alors que les hommes et les femmes traversent les frontières, la recherche demeure profondément ancrée dans des aires géographiques, renvoyant dos-à-dos spécialistes de l'Afrique et de l'immigration⁶³. Il s'agit ici d'aller au-delà du cadre classique de ces études de manière à décloisonner les espaces africains et européens dans lesquels l'engagement puise et se recompose. C'est ainsi de France que des militantes africaines ont écrit des textes personnels et/ou féministes dans les années 1970, c'est aussi à Paris qu'un des futurs fondateurs du planning familial malien s'est engagé dans le Mouvement français pour le planning après avoir assisté à un avortement clandestin dans sa résidence universitaire⁶⁴. Si l'expérience de l'ailleurs ouvre le champ des possibles, la capacité d'action des femmes dépend largement de leur situation familiale. Tandis que les femmes mariées sont maintenues dans les activités de coulisse, les étudiantes s'insèrent dans les réseaux politiques et syndicaux d'hommes plus âgés, au service desquels elles mettent leurs compétences scolaires : rédaction de brochures diffusées en Afrique, liaison avec des organisations de défense des prisonniers politiques, gestion financière, organisation des activités socio-culturelles pour leurs « grands frères » des foyers (théâtre et alphabétisation). Comment se conjuguent, dans cette sociabilité masculine, les rapports d'âge et de genre ? Quel contrôle les aînés exercent-ils sur leurs cadettes et leur vie personnelle ? Comment les conflits de genre et de générations traversent-ils les interrelations dans l'exil ? Si l'expérience de l'exil a pu constituer une ressource dans la carrière politique de certain-e-s militant-e-s (forgeant la conscience d'une identité touarègue,

⁶¹ CANUT Cécile et SOW Alioun (dir.), « Les mots de la migration », dossier *Cahiers d'études africaines*, n°213-214, 2014.

⁶² HMED Choukri, « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable: la 'grève des loyers' dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, vol. 1, n° 65, 2007, pp. 55-81 ; SOT Michel (dir.), *Étudiants africains en France 1951-2001*, Paris, Karthala, 2002, 190 p. ; MUDIMBE Achille (dir.), *The Surreptitious Speech: Presence Africaine and the Politics of Otherness, 1947-1987*, Chicago, University of Chicago Press, 1992, 490 p.

⁶³ Les anthropologues, à l'inverse, font plus souvent la liaison entre les territoires. RAZY Elodie, « Les 'sens contraires' de la migration. La circulation des jeunes filles d'origine soninké entre la France et le Mali », *Journal des Africanistes*, vol. 2, n° 77, 2007, pp. 19-43 ; « Ways of Being a Child in a Dispersed Family: Multi-parenthony and migratory debt between France and Mali (Soninke homeland) » in VEALE Angela et DONA Georgia (dir.), *Child and Youth Migration. Mobility-in-migration in a Era of Globalization*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014, pp.186-212.

⁶⁴ HUSTON Perdita, *Motherhood by Choice: Pioneers in Women's Health and Family Planning*. New York, Feminist Press at the City University of New York, 1992, pp. 160-170.

permettant l'accumulation de capitaux scolaires, financiers et militaires⁶⁵), elle fut aussi une contrainte, notamment lorsque l'exil s'éternise, que le retour devient impossible ou que le migrant, parti trop longtemps, est considéré comme un étranger déconnecté des réalités de son propre pays. Les débats idéologiques entre pro-albanais, maoïstes, marxistes-léninistes qui animent les réunions et inondent les brochures des exilé-e-s de France et d'URSS provoquent incompréhension et rejet chez les militant-e-s resté-e-s en Afrique. Le clivage générationnel entre les « anciens » de la lutte panafricaine et les « cadets » des années 68 (idéaux et modes d'action) fracturent les réseaux militants. Dans ces conflits, les voix féminines autonomes peinent à se faire entendre et sont perçues comme une menace à la cohésion du groupe.

1-3 Changer de territoire, changer de vie, renégocier les rapports de genre ?

On peut émettre hypothèse selon laquelle la vie de couple en exil participe d'une perte d'autonomie pour les femmes. À l'étranger, plus encore que dans le pays d'origine, l'espace de l'habitation (foyer, chambre universitaire, appartement individuel), constitue un univers de contact ou de délitement des liens, une scène essentielle de construction de soi. La configuration de la résidence contraint les possibilités de socialisation, de regroupement familial et permet de recréer un lieu d'intimité qui donne sens à la condition d'exilée. Le foyer devient aussi le pôle des activités militantes et la famille un lieu de refuge, où sont réaffirmées les valeurs patriarcales - bien souvent fantasmées ou figées - attribuées au pays perdu. Les contraintes économiques, l'entre soi des migrants, la nostalgie des origines se conjuguent pour accroître la division sexuée des rôles, en même temps qu'à l'épreuve de l'exil, l'identité virile vacille (racisme, déclassement)⁶⁶. Au sein des couples de l'élite, les ressources du foyer ne reposent parfois que sur les revenus de l'épouse lorsque le mari, contraint à la clandestinité, ne peut travailler ou que sa bourse d'études a été coupée en raison de ses activités. Si certains militants sont des figures de l'opposition respectées en Afrique de l'Ouest, l'exil dans les pays occidentaux les réduit au statut d'étranger, d'immigré anonyme. Quant aux femmes qui s'exilent seules (qu'elles soient célibataires, que leur conjoint soit emprisonné, qu'il ait pris une autre destination, ou qu'ils aient divorcés), le contrôle social et les contraintes matérielles freinent leurs possibilités d'émancipation. Rares sont celles qui se marient en dehors du groupe des migrants africains, au contraire de leurs camarades masculins qui se mettent en couple avec des femmes antillaises, russes ou de la France métropolitaine. L'accentuation des contraintes de genre en exil semble cependant bien moins prégnante dans les familles ayant migré dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du sahel. L'intégration dans le pays d'accueil est alors facilitée par les réseaux sociaux, familiaux et intellectuels tissés parfois de longue date. Nombre de diplômées trouvent des postes dans l'enseignement et la recherche, gagnant ainsi une véritable autonomie conjugale, économique et militante. À partir de la fin des années 1970, se crée à l'université de Dakar un réseau de chercheuses et d'activistes féministes qui

⁶⁵ CLAUDOT-HAWAD Hélène (dir.), « Touaregs. Exil et résistance », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°57, 1990, 198 p.

⁶⁶ QUIMINALE Catherine et AZOULAYE Muriel, « Reconstruction des rapports de genre en situation migratoire. Femmes réveillées, hommes menacés en milieu Soninké », *VEI Enjeux Rapports de sexe, rapports de genre, domination et émancipation*, n° 128, 2002, pp. 87-102.

renouent avec l'idéal panafricain des années 1950 et portent une voix qui leur est propre dans le mouvement de libération des femmes de la « troisième vague »⁶⁷.

2°- Les sources russes, françaises et africaines des militant-e-s en exil

Aux archives personnelles, notamment la correspondance privée récoltée pendant les premières années de ce programme de recherche, seront associés les **fonds d'archives des pays d'accueil**. Une grande importance sera accordée à la documentation française, territoire dont nombre de militant-e-s d'Afrique de l'Ouest ont foulé le sol. Les archives de la préfecture de police de Paris, celles du Parti Communiste Français, du Centre d'action sociale de la ville de Paris en charge de la gestion des foyers de travailleurs migrants et les archives nationales (Fonds de l'Office central d'accueil universitaire et de la Maison de l'Afrique) constituent de riches ressources pour restituer tant la vie quotidienne, que l'action sociale et politique des exilé-e-s. La fermeture partielle des archives russes ne permet pas une exploration aussi fine des expériences de celles et ceux qui se sont rendu-e-s en URSS. Quelques fonds demeurent cependant ouverts, parmi lesquels celui du « Comité des femmes soviétiques (1958-1991) » qui entretenait une correspondance intense avec les organisations féminines africaines et se chargeait d'accueillir les Africaines lors de leurs séjours en Union soviétique (études, soins, réunions politiques)⁶⁸. Ces documents, rédigés en russe et en français, seront explorés avec la l'anthropologue russophone Tatiana Smirnova (EHESS-Marseille) qui entame de nouvelles recherches sur les étudiantes africaines en URSS. Au Sénégal à l'inverse, les chercheur-e-s disposent de l'ouverture des Archives du Ministère de l'Intérieur qui comportent, notamment, de précieux dossiers sur les grèves de Mai 1968 à Dakar à la suite desquelles nombre d'étudiant-e-s originaires de la sous-région ont été expulsé-e-s⁶⁹. La recherche documentaire pourra aussi être prolongée dans les fonds américains de New York, une ville qui a attiré des migrants ouest-africains dès les années 1920 comme l'a récemment démontré Daouda Gary-Toukara⁷⁰. En ce sens, une collaboration a été initiée avec Gregory Mann (Columbia University) dont les étudiant-e-s exploreront, à partir de 2015, les fonds des associations américaines afin d'identifier ceux qui pourraient servir à retracer les trajectoires de militant-e-s africain-e-s aux États-Unis.

Les **témoignages** des exilé-e-s et des individus qui les ont côtoyé-e-s (bien souvent aussi des militant-e-s) viendront compléter cette recherche archivistique et permettront d'établir les connexions qui se sont tissées entre les continents. À terme, il s'agirait de rendre visibles les réseaux militants dans lesquels s'enchevêtrent les différentes sections géographiques (Afrique, Algérie et France) des dictionnaires biographiques du Maitron.

⁶⁷ LOCOH Thérèse et PUECH Isabelle (entretien avec SOW Fatou), « Fatou Sow. Les défis d'une féministe en Afrique », *Travail, genre et sociétés*, vol. 2, n° 20, 2008, pp. 5-22.

⁶⁸ Archives d'État de la Fédération de Russie (JARF), Moscou, dont le répertoire est accessible en ligne : <http://opisi.garf.su/default.asp?base=garf&menu=2&v=5&node=150&co=484283&fond=894&opis=2384>

⁶⁹ BLUM Françoise, *Révolutions africaines. Congo, Sénégal, Madagascar 1960-1970*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p. 175.

⁷⁰ GARY-TOUNKARA Daouda, « De Dakar à New York », *Cahiers d'études africaines*, 2014, vol. 1, n° 213-214, p. 155-180 ; DIAWARA Manthias, *Paris, Bamako, New York*, Paris, Présence africaine, 2007, 278 p.

3°- Perspectives collectives et objectifs scientifiques

Ce troisième axe de la recherche s'inscrit ainsi dans une démarche scientifique collective visant à établir une **cartographie historique des exilé-e-s politiques d'Afrique**. Adossée au Maitron, cette recherche doit permettre de faire ressortir les réseaux dans toutes leurs diversités (de jeunes, de femmes, d'intellectuels, de travailleurs) et leur recomposition dans le temps au gré des contextes historiques, des histoires familiales et des interrelations personnelles. Il s'agira d'identifier aussi les villes et les universités « carrefours » qui ont participé à forger une culture contestataire commune aux militant-e-s africain-e-s qui puisaient pourtant dans des registres idéologiques variés. L'expérience partagée et la socialisation de la migration ont à la fois permis de réinventer les répertoires de la lutte et participé à ouvrir les champs de la réalisation de soi en fonction de genre, de l'âge et de la classe sociale des exilé-e-s. Cette réflexion sera menée en collaboration avec les spécialistes des migrations, des diasporas africaines et le groupe de recherche sur les Étudiants et élites africaines formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique (ELITAF). Elle trouverait son aboutissement dans la **réalisation d'un ouvrage collectif sur l'expérience intime de l'exil** des Africain-e-s dans le long XXe siècle, qui aurait toute sa place dans la ligne éditoriale de la collection *Social History of Africa* de la maison d'édition Heinemann.

LES LABORATOIRES D'ACCUEIL :

Mes recherches sur la vie privée des militant-e-s en Afrique pourraient s'intégrer dans les projets scientifiques de deux laboratoires différents, qui font du genre un axe prioritaire et transversal de leurs champs d'investigation.

Le laboratoire **Les Afriques dans le Monde** (UMR 5115, Bordeaux) est composé d'une équipe pluridisciplinaire qui a fait de l'analyse du politique dans les sociétés contemporaines le point de convergence de ses travaux. Fort de son expertise sur les mouvements sociaux en Afrique et du renouvellement théorique de « l'approche par le bas » initié par ses membres, ce laboratoire constituerait le lieu d'un enrichissement certain de mes propres réflexions sur l'action collective. Mes recherches pourraient contribuer à réinvestir l'étude des systèmes autoritaires nés des indépendances, sous l'angle de la vie quotidienne des acteurs/trices (axe 1 du LAM), et participeraient au développement des travaux de l'unité sur les migrations africaines dans le monde.

L'**Institut des Mondes Africains** (UMR 8171, Aix-en-Provence et Paris), où j'ai été formée, est le seul laboratoire en France à être composé d'une équipe pluridisciplinaire travaillant sur l'histoire de l'Afrique dans la longue durée, allant de l'Antiquité à nos jours. L'ouverture temporelle que j'entame avec mes nouvelles recherches permettra de nouer des collaborations fécondes avec les spécialistes de l'histoire sociale de la colonisation et bénéficierait du partenariat entre l'IMAF-Aix et les Archives nationales d'outre-mer que je m'emploierai à renforcer. Je poursuivrai enfin les projets collectifs auxquels je contribue au sein du laboratoire pour renouveler les recherches sur les mobilisations collectives, les écritures ordinaires et les dynamiques de genre en Afrique.